



---

Conseil de sécurité

**Briefing : La situation au Soudan**

New York, le 19 décembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Thomas Guerber, Secrétaire d'état

---

Merci, Monsieur le Président.

Je tiens également à remercier la Directrice d'Ocha Madame Wosornu ainsi que Madame Lewis pour leurs exposés. Et je tiens à remercier tout particulièrement le Sultan de la communauté Masalit d'avoir partagé avec nous son témoignage personnel.

Lorsque la Suisse s'est adressée pour la première fois à ce Conseil concernant la situation au Soudan en mars de l'année dernière, le pays se trouvait à un moment critique de la transition vers la démocratie. Une transition sur laquelle reposaient les espoirs de liberté, de paix et de justice du peuple soudanais. Cependant, l'éclatement du conflit un mois plus tard a brisé ces espoirs et infligé des souffrances incommensurables à des millions de personnes.

Un mépris effroyable pour la vie humaine illustré par d'innombrables violations du droit international a depuis mené à la plus grande crise humanitaire du monde. Face à la nouvelle escalade des affrontements entre les SAF et les RSF dans plusieurs États ces derniers jours, ainsi qu'aux bombardements incessants d'El Fasher et du camp de Zamzam par les RSF, une cessation immédiate des hostilités est impérative, comme l'a à maintes reprises réclamé ce Conseil.

Alors qu'il s'agit de la dernière séance où la Suisse intervient sur ce dossier en tant que membre de ce Conseil, j'aimerais réitérer les points suivants :

Tout d'abord, le droit international humanitaire et les droits humains, ainsi que les engagements comme la déclaration de Jeddah, doivent être pleinement respectés et mis en œuvre par les parties au conflit, qui sont tenues de protéger les civils en toutes circonstances. En tant que membre du groupe « Advancing Lifesaving and Peace in Sudan » (ALPS), nous nous engageons auprès des parties à faciliter l'accès humanitaire et à renforcer la protection des civils – une priorité de la Suisse au Conseil. Comme nous l'avons également souligné au cours des deux dernières années, les organisations locales jouent un rôle essentiel dans la protection des civils et dans la réponse humanitaire. Leur protection mérite une attention particulière, comme le souligne la résolution 2730, qui rappelle aux parties leur obligation de protéger le personnel humanitaire.

Cela m'amène à mon deuxième point, tout aussi urgent : nous devons continuer à améliorer la situation humanitaire. Cette semaine, notre Vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération suisse, accompagné de notre Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, était en mission au Soudan. La délégation suisse s'est rendue à Kassala pour évaluer concrètement les besoins humanitaires immenses et les nombreux défis auxquels la réponse humanitaire est confrontée. Au cours de notre mandat, nous avons constamment plaidé en faveur d'un accès humanitaire rapide, sûr, sans entrave et durable à travers toutes les frontières et les lignes de front, et réclamé la levée de tous les obstacles et de toutes les obstructions. La pire crise alimentaire au monde, menant à la première confirmation de famine depuis des années, a été une question prioritaire pour nous, en particulier en tant que co-point focal informel pour la résolution 2417. La mise en place rapide des centres humanitaires de l'ONU à travers le pays, et un financement continu sont également essentielles. Nous sommes déterminées à maintenir notre soutien humanitaire : depuis le début du conflit, la Suisse s'est engagée à hauteur de plus de 100 millions de dollars au Soudan et dans les pays affectés par ce conflit.

Et troisièmement, nous devons assurer la reddition de comptes, largement absente au cours des vingt dernières années. Sans elle, la paix restera hors de portée. Nous continuerons à appeler à l'action au-delà de notre mandat au Conseil, compte tenu – entre autres – des rapports effroyables de violences sexuelles et basée sur le genre à l'encontre des femmes et des filles, principalement commises par les RSF, ainsi que des violences ethniques et des alertes répétées sur le risque de génocide. Dans le même sens, nous réitérons notre appel aux parties et aux États membres pour qu'ils assurent la pleine mise en œuvre des résolutions de ce Conseil, notamment en s'abstenant de toute ingérence extérieure et en respectant l'embargo sur les armes, dont les violations flagrantes continuent d'alimenter le conflit.

Enfin, nous devons intensifier nos efforts diplomatiques en vue de faciliter un processus politique dirigé par les Soudanaises et Soudanais. À cet égard, la Suisse salue et soutient l'engagement important de l'Union africaine et des pays voisins du Soudan. La Suisse reste résolue à promouvoir une participation active et significative des femmes dans toutes les discussions sur l'avenir de leur pays. Nous réitérons également notre ferme soutien à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, Ramtane Lamamra, pour compléter et coordonner les efforts diplomatiques et pour travailler avec les parties afin de renforcer la protection des civils. Nous restons à sa disposition pour tout soutien, comme nous l'avons fait par le passé en tant qu'état hôte des pourparlers de proximité à Genève.

Monsieur le Président,

Au cœur de ce désastre causé par l'homme, l'espoir demeure, comme l'a illustré le témoignage personnel de Hanna Eltijani dans cette salle, sous notre présidence en octobre. Cet espoir doit être au centre de nos efforts au sein du Conseil. Il est de notre responsabilité d'agir sans délai et de parler d'une seule voix face à cette catastrophe humaine. Alors que le mandat de la Suisse au Conseil touche à sa fin, nous réaffirmons notre solidarité et notre engagement continu en faveur de la liberté, de la paix et de la justice pour toutes les Soudanaises et tous les Soudanais.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Thank you, Mr. President.

I would also like to express my gratitude to OCHA's Director, Ms. Wosornu, and Ms. Lewis for their presentations, and in particular to the Sultan of the Masalit community for sharing his personal testimony.

When Switzerland first addressed this Council on the situation in Sudan in March last year, the country was at a critical point in its transition to democracy. A transition on which the Sudanese people's hopes for freedom, peace and justice rested. However, the outbreak of the conflict a month later shattered these hopes and inflicted immeasurable suffering on millions of people.

An utter disregard for human life, illustrated by countless violations of international law, has since led to the world's biggest humanitarian crisis. In view of the further escalation of clashes between the SAF and the RSF in several states in recent days, and the relentless bombardment of El Fasher and Zamzam camp by the RSF, an immediate cessation of hostilities is imperative, as this Council has repeatedly called for.

As this is the last meeting at which Switzerland will speak on this issue as a member of the Council, I would like to reiterate the following points:

First of all, international humanitarian and human rights law, as well as commitments such as the Jeddah Declaration, must be fully respected and implemented by the parties to the conflict, who are obliged to protect civilians in all circumstances. As a member of the "Advancing Lifesaving and Peace in Sudan" (ALPS) group, we are working with the parties to facilitate humanitarian access and strengthen the protection of civilians – a priority of Switzerland in the Council. As we have also emphasised over the past two years, local organisations play an essential role in the protection of civilians and in the humanitarian response. Their protection deserves particular attention, as underlined by Resolution 2730, which reminds the parties of their obligation to protect humanitarian personnel.

This brings me to my second point, which is no less urgent: we must continue to improve the humanitarian situation. This week, our Deputy Director of the Swiss Agency for Development and Cooperation,

accompanied by our Special Envoy for the Horn of Africa, were on mission to Sudan. The Swiss delegation travelled to Kassala to assess first-hand the immense humanitarian needs and the many challenges facing the humanitarian response. During our mandate, we have consistently called for rapid, safe, unhindered and sustained humanitarian access across all borders and frontlines, and for the removal of all obstacles and obstructions. The world's worst food crisis, leading to the first confirmation of famine in years, has been a priority for us, particularly as the informal Co-Focal Point for Resolution 2417. The rapid establishment of UN humanitarian hubs across the country and continued funding are also essential. We are determined to maintain our humanitarian support: since the beginning of the conflict, Switzerland has committed more than 100 million dollars to Sudan and the countries affected by the conflict.

And third, we must ensure accountability, which has been largely absent over the last twenty years. Without it, peace will remain out of reach. We will continue to call for action beyond our mandate in the Council, given – among other issues – the appalling reports of sexual and gender-based violence against women and girls, mainly committed by the RSF, as well as ethnic violence and repeated warnings of the risk of genocide. In the same vein, we reiterate our appeal to the parties and Member States to ensure the full implementation of the resolutions of this Council, in particular by refraining from any external interference and by respecting the arms embargo, whose flagrant violations continue to fuel the conflict.

Finally, we must intensify our diplomatic efforts to facilitate a Sudanese-led political process. In this respect, Switzerland welcomes and supports the important engagement of the African Union and Sudan's neighbours. Switzerland remains committed to promoting the active and meaningful participation of women in all discussions on the future of their country. We also reiterate our strong support for the Secretary-General's Personal Envoy, Ramtane Lamamra, in complementing and coordinating diplomatic efforts and in working with the parties to enhance the protection of civilians. We remain at his disposal for any support, as we have done in the past as host state to the proximity talks in Geneva.

Mr. President,

In the midst of this man-made disaster, hope remains, as explained by the personal testimony of Hanna Eltijani in this room under our Presidency in October. This hope must guide our efforts within the Council. It is our responsibility to act without delay and to speak with one voice in the face of this human tragedy. As Switzerland's term on the Council draws to a close, we reaffirm our solidarity and our ongoing commitment to freedom, peace and justice for all Sudanese.

I thank you.